

Chambre des représentants

Kamer van volksvertegenwoordigers

Question Parlementaire

Parlementaire Vraag

Document : 55 2020202106848

Session / zitting :

20202021 (SO)

20202021 (GZ)

Dépôt / Geregistreerd : 04/12/2020

Auteur : JADIN Katrin

Départements interrogés Bevraagde departementen	N° de question Vraagnummer	Fin délai Einde termijn
6 V.E.M. en M. Sociale Zaken en Volksgezondheid V.P.M. et M. Affaires sociales et Santé publique	254	12/01/2021

Les accords bilatéraux avec nos pays voisins en terme d'urgences transfrontalières (QO 9454C).

La Rhénanie-Palatinat et le Grand-Duché de Luxembourg viennent de signer un accord bilatéral en terme d'urgences transfrontalières.

Cet accord prévoit l'aide urgente des services de secours au-delà de la frontière, notamment lors de grands incendies ou accidents graves, mais également pour des aides ponctuelles lors d'interventions quotidiennes dans le cas d'une indisponibilité du propre service de secours. En cas d'urgence, une frontière ne peut tout simplement pas être une entrave si la santé d'une personne en dépend.

Suite à différentes interventions à ce sujet, je sais qu'un accord entre la Belgique et la Rhénanie de Nord-Westphalie et la Rhénanie-Palatinat est en préparation.

1. Est-ce que la Belgique a aussi un accord à ce sujet avec le Grand-Duché de Luxembourg? Dans la négative, un accord en la matière est-il également en préparation?
2. Quid des autres pays voisins tel que la France et les Pays-Bas?



DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID
LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE PUBLIQUE

Réponse à la question parlementaire n° K254 du 04/12/2020 de madame Jadin

L'Honorable Membre trouvera ci-après la réponse à ses questions.

La coopération entre pays européens est fondée sur l'article 152 du Traité instituant la Communauté européenne. Le « Titre XIII : SANTÉ PUBLIQUE » dudit Traité stipule que la Communauté européenne encourage la coopération entre les États membres et les stimule à se coordonner entre eux.

Les principes fondamentaux de tout système de soins de santé en Europe sont l'universalité, l'équité, la solidarité et l'accessibilité financière. Ces principes s'appliquent également dans le cadre de l'Aide urgente. Grâce à une mise en commun des moyens, la coopération internationale permet d'accroître les chances de rejoindre une victime dans les temps. À ce jour, les pays collaborent entre eux lorsque leurs propres moyens sont insuffisants, et ce aussi bien en temps normal qu'en cas de catastrophe.

1. Accords de coopération existants

La coopération avec les pays voisins est basée sur différents accords de coopération :

Conventions et traités européens (source : EMRIC ¹)	
1980	Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680078b15
1995	Protocole additionnel à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales https://www.fdfa.be/sites/default/files/atoms/files/349_Ondertekende%20akte%20in%20het%20Frans_0.pdf
1998	Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/090000168007f2e2
2009	Protocole n° 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC) https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/090000168008483b

¹ <https://www.emric.info/nl/professionals/Juridische%20grondslag/Raamovereenkomsten> n'existe pas en FR

2012	Version consolidée du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Article 222 Clause de solidarité https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=NL
Conventions et traités internationaux entre les Pays-Bas et l'Allemagne (source : EMRIC)	
1991	Convention sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales et autres organismes publics, conclue entre la république fédérale d'Allemagne, le Land de Basse-Saxe, le Land de Rhénanie-Westphalie et le Royaume des Pays-Bas https://books.openedition.org/iheid/2244?lang=fr
Conventions et traités internationaux Benelux (source : EMRIC)	
1958	Traité instituant l'Union économique Benelux (révisé en 2008) http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1958020301&table_name=loi
1986	Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales https://fdfa.be/sites/default/files/atoms/files/708_Akte%20in%20het%20Frans.pdf
1998	Protocole complétant la Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales avec exposé des motifs commun https://zoek.officielebekendmakingen.nl/trb-1998-261.HTML
2002	Déclaration commune des Pays-Bas, de la Belgique, de la Flandre et de la Wallonie concernant la coopération transfrontalière https://zoek.officielebekendmakingen.nl/stcrt-2002-64-p27-SC33977.Html
2006	Mémorandum d'Accord de la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg (Senningen, 2016) BENELUX - Coopération renforcée en gestion de crise Centre de crise
2008	Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958 http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&table_name=loi&cn=2008061740
2009	Décision du Comité des ministres de l'Union économique Benelux concernant le transport transfrontalier urgent par ambulance
2014	Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&table_name=loi&cn=2014022033
Accord international entre la Belgique et l'Allemagne (source : EMRIC)	
1996	Accord entre le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, le Land de Rhénanie-Palatinat, la Région wallonne et la Communauté germanophone de Belgique sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et d'autres instances publiques, signé à Mayence le 8 mars 1996

	https://recht.nrw.de/lmi/owa/br_bes_text?anw_nr=2&gld_nr=1&ugl_nr=101&bes_id=3340&aufgehoben=N&menu=1&sg=0
2019	Convention Belgique - Rhénanie-Palatinat (source : ?)
Convention internationale entre la Belgique et la France	
2007	Convention franco-belge relative à l'aide urgente
Accord international entre la Belgique et le Luxembourg	
2012	Décision du Comité de ministres Benelux concernant le transport transfrontalier urgent par SMUR, SAMU et ambulance entre le Luxembourg et la Belgique

2. Organes de concertation

Mon administration représente l'autorité au sein des organes de concertation suivants :

2.1 BENELUX - Groupe de travail « Benelux Ambulances BE-NL » :

Le plan annuel 2021² du Benelux prévoit une évaluation et, si nécessaire, une adaptation des accords bilatéraux existants autorisant les ambulances au sein du Benelux à apporter leur aide en cas d'urgence. Il projette également une collaboration plus étroite avec la Rhénanie du Nord-Westphalie, avec l'ambition de conclure, dans un premier temps, un accord sur les transports par ambulance avec les Pays-Bas et la Belgique.

2.2 EMRIC : Euregio Meuse-Rhin Intervention en cas de Crise³ :

Il s'agit d'un accord de coopération entre services publics responsables, chacun sur leur territoire, de la sécurité dans les domaines du service incendie, du secours technique et des soins d'urgence. Les services membres de l'accord sont le Feuerwehr Stadt Aachen, le Ordnungsamt Kreis Hensberg, le Ordnungsamt Städteregion Aachen en Allemagne, la province de Limbourg et Liège en Belgique et la Veiligheidsregio et le GGD Zuid-Limburg aux Pays-Bas. Pour pouvoir collaborer, ils disposent d'accords-cadres et d'une législation-cadre.

2.2.1 Groupe de focus « Eumed » :

Au sein de l'EMRIC, le groupe de focus « Eumed » est responsable de la coopération entre les services d'ambulance et les hôpitaux de l'Euregio Meuse-Rhin. Il met l'accent sur trois thèmes, à savoir les soins ambulanciers, les soins hospitaliers et le plan « accidents de grande ampleur ». Il se réunit deux fois par an.

2.2.2. Groupe de travail « responsables des centres d'appel » :

Par le biais d'un protocole d'accord, il existe des accords fixes entre les centres d'appel de Maastricht et d'Aix-la-Chapelle. Ils ne peuvent être contactés que par téléphone.

² <https://www.benelux.int/files/8416/1193/3546/DEF - Plan Annuel 2021.pdf>

³ https://www.emric.info/fr/bourgeois/quest-ce-emric?set_language=fr

Lors de l'épidémie de COVID-19, PANDERMIC a été lancé en raison des nombreux problèmes dans la région.

2.3 La Grande Région :

La « Grande Région » englobe la Sarre (DE), la Rhénanie-Palatinat (DE), la Lorraine (F), la Wallonie et le Grand-Duché de Luxembourg. Le projet « Apport – Aide à la préparation des plans opérationnels des risques transfrontaliers » a été réalisé de 2009 à 2011.

Un protocole d'accord dans le cadre de l'Aide urgente est actuellement en cours de négociation avec l'État fédéré de Rhénanie du Nord-Westphalie et Liège.

3. Evaluation des collaborations transfrontalier

En effet, entre autre suite aux expériences de la crise Covid, mais aussi pour améliorer la collaboration transfrontalière en mode « non-crise » nous souhaitons effectivement faire le point sur nos différents accords transfrontaliers, en établir où ils en manquent ou les compléter là où il y a des lacunes. L'évaluation de la collaboration transfrontalière avec le GD du Luxembourg en vue d'un accord-cadre de coopération y joue certainement un rôle important et fait partie de cet exercice. La première étape, déjà entamée, consiste dans l'appréciation de la situation transfrontalière avec chaque pays voisin. Ceci en considérant la collaboration « hors-crise » et « en crise ». En fonction du résultat, les démarches nécessaires seront prises pour compléter les accords existants et en établir ou besoin.

Antwoord op de parlementaire vraag nr. K254 van 04/12/2020 van mevrouw Jadin

Het Geachte Lid vindt hieronder het antwoord op zijn vragen.

De samenwerking tussen Europese landen is gestoeld op artikel 152 EU-Verdrag tot oprichting van de Europese gemeenschap. Titel XIII: Volksgezondheid van het verdrag, beschrijft dat de Europese gemeenschap de samenwerking tussen de gemeenschappen aanmoedigt, en stimuleert de lidstaten om onderling te coördineren.

De fundamentele beginsels van elke gezondheidszorgsysteem in Europa, is gebaseerd op universaliteit, billijkheid, solidariteit en betaalbaarheid. Deze beginsels zijn ook geldend in het kader van Dringende Hulpverlening. Via internationale samenwerking verhoogt de kans om een slachtoffer tijdig te bereiken door het samenbrengen van middelen. Tot nog toe wordt er samengewerkt indien de eigen middelen ontoereikend zijn. Dit zowel in normale tijden, als bij rampen.

1. Bestaande samenwerkingsakkoorden

De Samenwerking met buurlanden is gebaseerd op samenwerkingsakkoorden:

Europese overeenkomsten en verdragen (bron EMRIC ⁴)	
1980	Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten https://wetten.overheid.nl/BWBV0004011/1982-01-27
1995	Aanvullend Protocol bij de Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten https://www.fdfa.be/sites/default/files/atoms/files/349_Vertaling%20van%20de%20akte%20in%20het%20Nederlands_0.pdf
1998	Tweede protocol bij de Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten, betreffende interterritoriale samenwerking https://zoek.officielebekendmakingen.nl/kst-26596-1.html
2009	Derde protocol bij de Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten betreffende Euroregionale samenwerkingsverbanden (ESVs) https://rm.coe.int/1680084827

⁴ <https://www.emric.info/nl/professionals/Juridische%20grondslag/Raamovereenkomsten>

2012	<p>Geconsolideerde versie van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie - Artikel 222 solidariteitsclausule</p> <p>https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=NL</p>
Internationale overeenkomsten en verdragen tussen Nederland en Duitsland (Bron EMRIC)	
1991	<p>Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, de Bondsrepubliek Duitsland, het Land Nedersaksen en het Land Noordrijn-Westfalen inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten</p> <p>https://wetten.overheid.nl/BWBV0002367/1993-01-01</p>
Internationale overeenkomsten en verdragen Benelux (Bron EMRIC)	
1958	<p>Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie (herzien in 2008)</p> <p>https://wetten.overheid.nl/BWBV0003087/2012-01-01</p>
1986	<p>Benelux-Overeenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen samenwerkingsverbanden of autoriteiten</p> <p>https://wetten.overheid.nl/BWBV0002714/1991-04-01</p>
1998	<p>Protocol tot aanvulling van de Benelux-overeenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten met gemeenschappelijke memorie van toelichting</p> <p>https://zoek.officielebekendmakingen.nl/trb-1998-261.HTML</p>
2002	<p>Gemeenschappelijke verklaring van Nederland, België, Vlaanderen en Wallonië inzake grensoverschrijdende samenwerking</p> <p>https://zoek.officielebekendmakingen.nl/stcrt-2002-64-p27-SC33977.html</p>
2006	<p>Benelux-Memorandum van Overeenstemming (MoU) inzake de samenwerking op het terrein van de beheersing van crisissen met mogelijke grensoverschrijdende gevolgen (Senningen, 2016).</p> <p>BENELUX - Versterkte samenwerking inzake crisisbeheer Crisiscentrum</p>
2008	<p>Verdrag tot herziening van het op 3 februari 1958 gesloten verdrag tot instelling van de Benelux economische unie</p>

	https://zoek.officielebekendmakingen.nl/trb-2008-135.html
2009	Beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie met betrekking tot het grensoverschrijdend spoedeisend ambulancevervoer.
2014	Benelux-Verdrag inzake grensoverschrijdende en interterritoriale samenwerking https://www.benelux.int/files/2313/9600/0735/Benelux-verdrag_GS_M20142-NL.pdf
Internationale overeenkomst tussen België en Duitsland (Bron EMRIC)	
1996	Overeenkomst tussen het Land Noord Rijnland-Westfalen, het Land Rijnland-Palts, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van België inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en andere openbare instanties, ondertekend te Mainz op 8 maart 1996 https://recht.nrw.de/lmi/owa/br_bes_text?anw_nr=2&gld_nr=1&ugl_nr=101&bes_id=3340&aufgehoben=N&menu=1&sg=0
2019	Conventie België – Rheinland-Pfalz (Bron?)
Internationale overeenkomst tussen België en Frankrijk	
2007	Conventie Franco-Belge betreft Dringende Hulpverlening
Internationale overeenkomst België en Luxemburg	
2012	Beschikking Benelux Comité van Ministers met betrekking tot het grensoverschrijdend spoedeisend ambulancevervoer met MUG, SAMU en ambulance tussen Luxemburg en België.

2. Overlegorganen

Mijn administratie vertegenwoordigt de overheid in volgende overlegorganen:

2.1 BENELUX - Werkgroep Benelux Ambulances BE-NL:

Het jaarplan 2021⁵ van de Benelux plant een evaluatie en indien nodig aanpassing van de bestaande bilaterale overeenkomsten op grond waarvan ambulances in de Benelux in noodsituaties bijstand kunnen verlenen. Daarnaast wil het ook een nauwere samenwerking met Noordrijn-Westfalen, met de ambitie als eerste stap een ambulanceovereenkomst met Nederland en België te sluiten.

2.2 EMRIC: Euregio Maas – Rijn Incidentbestrijding en Crisisbeheersing⁶.

Dit is een samenwerkingsverband van overheidsdiensten, die verantwoordelijk zijn voor brandweezorg, technische hulpverlening, spoedeisende zorg, rampenbestrijding en crisisbeheersing in dit gebied. De samenwerkende diensten zijn de Brandweer van de stad Aken, het Ordnungsamt van de Kreis Heinsberg en het Ordnungsamt van de Städteregion Aachen in Duitsland, de Provincies Limburg en Luik in België en

⁵ https://www.benelux.int/files/1316/1193/3509/DEF_-_Jaarplan-2021.pdf

⁶ <https://www.emric.info/emric/nl/burgers/wat-is-emric>

de Veiligheidsregio en GGD Zuid-Limburg in Nederland. Om te kunnen samenwerken beschikt men over raamakkoorden en kaderwetgeving.

2.2.1 Focusgroep Eumed:

Binnen EMRIC bestaat de focusgroep Eumed die instaat voor de samenwerking tussen ambulancediensten en de ziekenhuizen in de Euregio Maas-Rijn. Deze werken rond drie thema's namelijk, ambulancezorg, ziekenhuiszorg, plan grootschalige incidenten. Deze komt twee keer per jaar samen.

2.2.2 Werkgroep hoofden meldkamers:

Via een protocolakkoord bestaan er vaste afspraken tussen de meldkamer van Maastricht en deze van Aken. Zij hebben enkel de mogelijkheid tot telefonisch contact.

Tijdens de COVID-19-uitbraak werd PANDERMIC opgestart omwille van tal van knelpunten in de regio.

2.3 LA GRANDE REGION :

'La grande région' omvat Saarland (DE), Rheinland-Pfalz (DE), Lorraine (F), Wallonië, Groothertogdom Luxemburg. Van 2009 tot 2011 liep het project 'Apport – Aide à la préparation des plans opérationnels des risques transfrontaliers.

Op dit moment wordt met de deelstaat Noordrijn-Westfalen en Luik onderhandelt over een protocolakkoord in het kader van de Dringende Hulpverlening.

3. Evaluatie van de grensoverschreidene samenwerkingen

In opvolging van de ervaringen van de Covid-crisis, maar ook om de transversale samenwerking in "non-crisis"- modus te verbeteren, is het de bedoeling om een stand van zaken van de verschillende grensoverschrijdende samenwerkingen op te maken, nieuwe op te stellen of bestaande aan te vullen waar nodig. De evaluatie van de grensoverschrijdende samenwerking met het GD Luxemburg met het oog op een raamovereenkomst is zeker een belangrijke deel van de oefening. De eerste stap, die al werd gezet, bestaat erin de grensoverschrijdende situatie met elk buurland te beoordelen. Dit ook met het oog op de samenwerking in crisis modus en buiten crisis modus. Afhankelijk van het resultaat, gaan de nodige stappen ondernomen worden, om de bestaande overeenkomsten aan te vullen en nieuwe op te stellen waar nodig.

Le Ministre,

De Minister,

Frank VANDENBROUCKE